



Monsieur le Président,

Dans l'attente des conclusions de la mission CAP 2022, le personnel de la DGFIP s'est mobilisé à plusieurs reprises.

Les agents ont parfaitement compris qu'encore une fois, leurs conditions de travail allaient se dégrader, dégradation que l'on ne cesse de constater lors de nos différentes visites de site ou lors de l'étude des fiches de signalement en augmentation constante.

Si les réformes annoncées sont floues et anxiogènes, nous avons une seule certitude : la charge de travail par agent va encore augmenter, les agents n'ayant plus comme seule solution que de demander plus de fermeture au public pour absorber la charge de travail.

La politique dogmatique des suppressions d'emplois à la DGFIP, ne permet pas de trouver le bon point d'équilibre, qui concilie l'exercice satisfaisant des missions avec la santé des agents.

L'intersyndicale de l'Essonne a distribué des tracts aux usagers, devant les Centre des Finances afin de les alerter des menaces qui pèsent sur nos services, plus particulièrement sur l'accueil physique aux guichets : on nous impose une administration exclusivement numérique...

Les contribuables étaient nombreux, à s'être déplacés pour solliciter des renseignements. La preuve en est, une fois de plus, qu'internet ne remplacera jamais le rôle que remplissent nos collègues aux guichets. La dématérialisation qui loin de répondre aux besoins de tous les usagers n'est pas exclusive de la présence de nos services sur l'ensemble du territoire.

**Un service public de qualité est notre devoir.** Celui-ci, en aucun cas, ne peut se réduire en une plate-forme téléphonique (qui plus est payante !), en transferts de missions au privé (après le P.A.S. confié aux employeurs, rappelons que le 9 mars dernier le directeur général a bien évoqué devant les O.S. le transfert à La Poste des opérations en numéraire, tout comme le conseil -payant- aux contribuables, pour les aider à remplir leur déclaration de revenus ...)

Notre action nous amène à constater amèrement et à déplorer, le décalage qui s'amplifie entre les préoccupations de nos dirigeants, obnubilés par les suppressions d'emplois, et les attentes des usagers, qui, eux, ont très bien compris et apprécié notre démarche !

Et ce ne sont pas uniquement **Nos** conclusions ! le 2 mai à Bercy, Thomas Cazenave, délégué interministériel à la transformation publique, s'est exprimé sur les résultats de la consultation des français sur l'avenir du service public : il en ressort que la préoccupation principale est l'accessibilité au service public et le rejet du tout numérique...

Défendre la DGFIP c'est défendre la république !!!!!

Les élus fo dgfip 91